



Séminaire de PopAct en partenariat avec l'Atelier de discussion scientifique du laboratoire Pacte

31 mars 2014

Lieu & Horaire : de 14h00 à 16h30, salle Pacte/
Politique&Organisations, Sciences Po Grenoble,
Domaine Universitaire, 1030 avenue centrale
38400 St Martin d'Hères

Dans le cadre du séminaire « Action publique et opinion publique »,
le groupe de projet PopAct et l'Atelier de discussion scientifique
du Laboratoire Pacte organisent une séance sur

« Policy feedbacks et légitimation des politiques sociales »

- Intervention de **Claire Dupuy** (PACTE-Sciences Po Grenoble) et **Virginie Van Ingelgom** (F.R.S.-FNRS, UCLouvain, ISPOLE) sur “Politiques sociales et légitimation : un jeu d'échelles ? Le cas de la Belgique sous la loupe de la notion de policy feedbacks”. La communication se concentre sur les processus de légitimation par les politiques publiques et examine comment les caractéristiques particulières des politiques ont un impact sur les préférences des citoyens quant à l'attribution de la responsabilité de la politique dans un régime complexe multi-niveaux.
- Discussion : **Frédéric Gonthier** (PACTE, Sciences Po Grenoble)

■ « Les politiques sociales et la légitimation : un jeu d'échelles ? Le cas de la Belgique sous la loupe de la notion de policy feedbacks »

Il est souvent souligné que les politiques publiques ont été un instrument privilégié de légitimation utilisé par les acteurs politiques nationaux mais aussi, plus récemment, régionaux et européens (e.g. Scharpf, 1999). En particulier, les travaux de Charles Tilly (1975), de Stein Rokkan (1987) ou de Stefano Bartolini (2005) ont montré comment le développement des politiques sociales a joué un rôle crucial dans la légitimation des Etats auprès de leurs citoyens. Depuis les années 1970, une recomposition assez radicale des Etats-nations européens est à l'œuvre, dans la mesure où les politiques sociales sont désormais en partie à la charge d'autres acteurs publics, l'Union européenne et les régions. Dans ce contexte, il est opportun de questionner, dans une perspective multi-niveaux, les effets que ces changements des politiques publiques exercent sur la légitimation des gouvernements auprès des citoyens. On peut en effet faire l'hypothèse que l'euroépanisation et la régionalisation des politiques sociales, dans le cadre des jeux d'échelle entre niveaux régional, national et européen, affectent les cadres d'évaluations et de perceptions des citoyens, et ainsi les processus de légitimation par les politiques publiques des différents échelons de gouvernement.

A la croisée des dimensions policy et politics de l'analyse des changements à l'œuvre, l'étude des réactions et des perceptions des citoyens est au cœur de cette communication. Le cadre théorique des policy feedbacks (Campbell, 2012; Mettler & Soss, 2004; Soss & Schram, 2007) permet d'étudier les conditions et les mécanismes par lesquels les politiques publiques influencent les attitudes politiques des citoyens. Empiriquement, la légitimité sera opérationnalisée par les préférences des citoyens quant à l'attribution de la responsabilité politique à un niveau de pouvoir spécifique (De Winter, Swyngedouw, & Goeminne, 2008). L'étude des jeux d'échelle (Revel, 1996) à l'œuvre entre les différents niveaux d'élaboration de l'action publique (régional, national et européen) est également centrale pour restituer les entreprises de légitimation qui accompagnent les processus de régionalisation et d'euroépanisation, ainsi que les résistances du national. Dans la lignée de nos précédents travaux, cette communication formule l'hypothèse que la visibilité et la traçabilité des politiques sociales (Pierson, 1993) sont les éléments clés des effets que les politiques sociales nationales, européennes et régionales exercent sur les préférences des citoyens (Dupuy & Van Ingelgom, 2014). Afin de développer une analyse fine des effets des jeux d'échelle de l'action publique sur la légitimité que les citoyens attribuent aux gouvernements nationaux, régionaux et européens (Hurrelmann, 2008; Scharpf, 2007), nous développerons l'étude de cas de la Belgique, et de ses deux régions principales, la Flandre et la Wallonie. Le choix d'une étude de cas permettra d'enquêter précisément sur les versants de l'action publique de l'Union européenne et des régions qui exercent, ou non, des effets en termes de légitimation auprès des citoyens. De plus, le choix de la Belgique se justifie par l'importance de la reconfiguration territoriale qui affecte le pays depuis 1993. Il se justifie aussi par la disponibilité de données d'opinion au niveau régional (ce qui n'est pas par exemple le cas en France). Nous nous appuierons sur des données d'opinion tirées d'enquêtes internationales (EVS, ESS et Eurobaromètres, PIOP/ISPO), ainsi que sur des données qualitatives sur les politiques publiques régionales et européennes dans ce pays.